

la voix des sans-papiers

bulletin du mouvement et des collectifs de lutte autonomes

NUMÉRO 11 • Jeudi Premier Mai 2014 • 50 centimes

(réimpression du numéro du 23 août 2013 tiré à 13 000 exemplaires)

SOMMAIRE • page 2-3, SANS-PAPIERS REFOULÉS : La comédie de Tunis • page 4, On va continuer la bagarre pour les papiers ! Inch'Allah • page 5, SANS-PAPIERS SUBSAHARIENS : Le Sahara, puis l'enfer au Maghreb • page 6, 9^{ÈME} COLLECTIF : Assez d'abus de pouvoir ! • page 6, NICE : « LE 28 » • page 7, PARIS-COURONNES : L'État de non-droit et ses supporters • page 7-8, De l'esclavagisme contemporain

MAÎTRES BLANCS ET NÈGRES ESCLAVES

Lorsque la question leur est posée, la réponse est unanime qui jaillit des bouches des sans-papiers africains refoulés de ce sol d'Afrique où ils allaient débarquer avec enthousiasme, portés par la confiance de monter à la tribune du *Forum social mondial*, à Tunis, et y faire retentir leur revendication radicale de liberté et d'égalité (« *liberté de circulation et d'installation pour tous, partout* ») ainsi que leurs doléances de prolétaires sans droits, surexploités et criminalisés, repoussés aux marges de la société et des pays de l'Europe championne de feus « les droits de l'homme » :

« *Des esclaves, voilà ce que nous sommes ! des esclaves et rien de plus. L'abolition de l'esclavage ? c'est le plus grand mensonge entretenu par le monde occidental. Nous, esclaves d'aujourd'hui, nous en sommes le démenti vivant, c'est pourquoi tout est fait, tout un système juridique, social, culturel de camouflage est mis en œuvre pour masquer la vérité de notre situation, l'esclavagisme organisé du corps social. Alors on nous muselle, on nous ôte jusqu'à la possibilité de faire entendre le cri de la souffrance de vive voix, sans intermédiaires. Ainsi les conditions sont créées de l'appropriation, occultation et réduction à néant de notre parole par des intérêts opposés à notre demande et quête de justice et de libération du joug de l'esclavagisme contemporain : l'organisation par l'État de la violence du travail esclave clandestin, imposé aux sans-papiers.* »

Récrimination amère, mais passagère, de gens fatigués et déçus, revenus bredouilles d'un long et coûteux périple ?... (de Paris à Tunis via Lille, Bruxelles, Valence, Milan et Gênes)... ou bien radiographie de l'état de choses présent ?

Qu'on se souvienne du slogan qui retentissait au cœur des manifestations des sans-papiers parisiens : « *Abolition de l'esclavage ! régularisation de tous les sans-papiers !* »

Ce cri on l'entend encore, scandé par des sans-papiers « *écrasés par la loi* » comme leurs frères d'antan, mais c'est aujourd'hui un cri noyé dans le silence ambiant de la « *société civile* » française. Se prolonge et se précise, se cristallise ainsi la conscience immédiate de leur condition sociale, exprimée par ces « *travailleurs informels* » clamant leur colère devant le sort qui leur est fait. Aujourd'hui comme hier, cette conscience dit le lien indissoluble des deux termes juxtaposés : les sans-papiers sont les vrais esclaves de la modernité, c'est par leur régularisation que passe d'abord toute abolition réelle de l'esclavagisme des sociétés modernes.

À Tunis, à l'arrivée en terre africaine, ces Africains *damnés de la terre* se sont retrouvés en terre étrangère : en butte là aussi à l'inextricable lacis des interdits de la souveraineté européenne se structurant en système, en fourmilière esclavagiste qui ne dit pas son nom, livrés à l'hostilité sournoise des gouvernements (tunisien, italien, français...) et à l'indifférence de tout le monde.

À Tunis ils étaient attendus, leur avait-on laissé accroire. Au forum mondial étaient présents plus de 120 pays, représentés par plus de 4 500 organisations altermondialistes et plus de 50 000 participants. Eh bien, tout ce beau monde venu des quatre coins de l'univers n'a pas été fichu de se mobiliser le peu qu'il fallait pour manifester et faire débarquer et repartir en sûreté 15 sans-papiers (annoncés depuis six mois) venus de France !

La capitulation de cette « *société civile* » auto-proclamée, qui dit défendre et représenter les *damnés de la civilisation* d'aujourd'hui, serait complète aux yeux mêmes des altermondialistes si ceux-ci pouvaient les lever vers autre chose que l'adoration de leur image dans les médias du monde. Elle l'est en tout cas aux yeux de ces sans-papiers africains découvrant en même temps l'indifférence de ces « *amis* » pour leur participation au forum et l'offensive tous azimuts de l'esclavagisme contemporain – fait de civilisation enraciné dans le mental de ceux-là mêmes qui s'en proclament indignés et le disent banni de leurs têtes.

La comédie de Tunis

Interview d'Anzoumane Sissoko, porte-parole de la « Caravane des sans-papiers et migrants » au Forum social mondial.

Notre caravane, partie d'Europe, est bien arrivée à destination à la date annoncée. Mais nos sans-papiers représentant plusieurs pays d'Afrique n'ont pas pu débarquer au port, à Tunis.

« Liberté de circulation et d'installation pour tous » : c'était la revendication que nous portions dans nos bouches et dans nos cœurs, le slogan imprimé sur nos t-shirts et gilets, pendant la traversée de l'Europe et de la Méditerranée. Et c'était le thème de l'atelier dont nous étions coorganisateur, au FSM : c'est pour participer à cet atelier devant plus de 600 organisations inscrites, que nous avons consenti tant de sacrifices de nos forces actives, de temps et d'emprunt d'argent.

Et voilà la réponse européenne : une fin de non-recevoir opposée à nos droits par ces Européens donneurs de leçons de droit et de liberté au monde entier : *Vous êtes des sans-papiers ? vous n'avez ni le droit ni la liberté de vous exprimer à cet atelier mondial dont vous êtes pourtant les promoteurs !*

Si ce n'est pas de l'esclavage légal et culturel, comment appelez-vous cela ? Se prolonge ainsi, jusqu'à inclure le droit de la personne à la liberté de parole, cet esclavagisme des migrations économiques que nous subissons, et qui brise nos vies et celles de nos familles au pays, en plein XXI^e siècle, à cause des rapports passés et présents de domination de l'Europe et notamment de la France sur les peuples d'Afrique. Les sans-papiers, sur la scène sociale européenne, ne sont plus des personnes, hommes et femmes, mais des bêtes de somme : *Travail et tais-toi !*

Pour sa participation au forum mondial, notre caravane s'était inscrite dans un cadre très officiel, celui du CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement), ce n'est pas en clandestins que nous devions arriver à Tunis. Au cours des échanges avec le CRID, nous avons rencontré le FALDI (Forum des associations et des luttes démocratiques de l'immigration), association regroupant la

grande majorité des associations maghrébines de France, qui s'était activée pour être en bonne place au « Village des migrations » du FSM. Les sans-papiers venant d'Europe, avec ceux du Maghreb, et trois camarades du Sénégal, du Mali et de la Côte d'Ivoire, devaient être au centre de ce village et des discussions sur la problématique migratoire.

Nous nous sommes inscrits au FALDI, nous avons participé à ses réunions et délibérations, nous nous sommes taillé notre place d'animateurs de l'atelier mentionné. Et je peux même dire que nous visions plus haut. Être présents à Tunis avec des sans-papiers venus de France, ce n'était pas une affaire de pure forme : le fait que la parole de la CISPM (notre Coordination internationale des sans-papiers et migrants) sorte de la bouche d'un vrai sans-papiers, et non d'un ancien régularisé depuis longtemps, c'était rendre palpable ce principe majeur normalement foulé aux pieds, du moins en France : il est inacceptable qu'une assemblée ayant pour sujet l'immigration dans le monde actuel se tienne sans donner la primauté, dans la production des idées et des débats, à ceux qui en portent les vives blessures dans leur chair et dans leur âme.

Nous avons donc envoyé aux autorités des pays concernés par le départ, le passage et l'arrivée de notre caravane, des courriers pour les informer et rendre publique notre action. C'est notre méthode constante et éprouvée : toujours passer par un maximum de visibilité : chaque responsable, à chaque niveau, doit être au courant, chacun doit être mis devant ses responsabilités. C'est notre expérience maintes fois renouvelée : l'absence de réponse ne vaut pas autorisation, mais du moins tolérance. Dès décembre 2012, la venue à Tunis des sans-papiers était connue non seulement des responsables du FSM, mais aussi des gouvernements de France, Belgique, Italie et Tunisie et de FRONTEX, l'agence de contrôle des frontières extérieures de l'espace Schengen : transparence méditerranéenne complète. À tous, nous avons annoncé la bonne nouvelle : des sans-papiers iraient au forum par bateau aller-retour de Gênes à Tunis.

Par l'intermédiaire d'organisateur tunisiens du FALDI à Paris, nous avons eu une réunion avec le consul de Tunisie qui nous a promis que son pays resterait neutre. Nous savons ce que « neutre » veut dire dans ces cas-là : une neutralité qui n'engage à rien. Concrètement, pour nous, le gouvernement tunisien ne s'opposerait pas à notre entrée en Tunisie ni à notre sortie : ça valait ce que vaut une « promesse » verbale. Notre expérience de sans-papiers nous a appris que toutes les autorités fonc-

tionnent ainsi : si nos demandes sont conformes à la loi, il arrive qu'elles répondent par écrit, mais si c'est à la limite ou au-delà des limites, c'est le silence, ou des réponses à peu près muettes.

Ainsi le préfet de police de Paris nous a laconiquement fait savoir que nous ne rencontrerions pas de problèmes sur le territoire français, et les autres pays et FRONTEX se sont tus. Pendant le parcours, nous avons toujours informé tout le monde (comme nous l'avions fait pendant notre marche européenne), pour que ceci soit clair : la caravane est composée de 40 participants dont 15 sans-papiers. Quant au passage des frontières extérieures européennes, nous étions encouragés aussi par des considérations d'un autre ordre : il y a en Tunisie, nous disions-nous, une situation exceptionnelle depuis deux ans : à situation exceptionnelle mesures exceptionnelles. Or, avec le forum social mondial consacré au respect de la « dignité en toute situation », il nous paraissait que sous ce signe nous avions le droit de nous joindre en sécurité à un tel événement.

Nous partons donc de Paris le 18 mars, et - France, Belgique, France, Italie - point de bâtons dans les roues : le 23 le bus nous dépose devant les ferris géants du port de Gênes, et, le 24, nous voilà entrés dans le port de la Goulette, à Tunis. Non sans avoir, auparavant, salué la mémoire des milliers de migrants disparus ou noyés en mer, dans celle qui était pour eux la Méditerranée de l'espoir et fut celle de l'ultime malheur.

Il est vrai qu'à l'embarquement la police italienne nous avait prévenus que si rien ne nous empêchait de partir, au retour en revanche il pourrait y avoir des problèmes. Mais nous étions arrivés, nos cœurs étaient légers, la neutralité demandée aux autorités semblait avoir fonctionné.

Les autorités tunisiennes, accompagnées de deux camarades tunisiens du FALDI, nous informent qu'il faudrait donner la liste des 15 sans-papiers : les « réguliers » feraient les formalités d'entrée d'abord, la situation des autres étant traitée ensuite. Pas question : on est venus ensemble, on fait les formalités ensemble ! Pour nous qui venons de poser le pied en Afrique, ce n'est certes pas ici, chez nous, qu'on va accepter d'être divisés.

Chacun campe sur ses positions ; le temps passe. On sait que le bateau repart à 16h, mais pour l'instant personne ne laisse entendre que notre retour soit à l'ordre du jour. Finalement, nous les « réguliers » on commence à faire les formalités, mais une fois le tampon d'entrée sur nos passeports, nous revoilà aussitôt en zone internationale aux côtés des camarades sans-papiers. Alors on nous dit que l'armateur italien et le responsable du port veulent nous voir. Je me présente comme le responsable de la caravane et je cherche à les raisonner ; un

Même repoussés de notre voyage aller-retour aux deux rives de la Méditerranée, notre tentative ne sera pas vaine. Si nous ne passons pas, le monde entier verra combien l'Europe, la France, ces championnes des « droits de l'homme », les réservent en réalité à une minorité privilégiée de l'humanité, mais les foulent aux pieds les premières, s'il s'agit de la partie restante.

(La Voix des sans-papiers, n. 10, 6 février 2013)

camarade du FALDI appelle un ministre. Voici ce qu'on arrive à comprendre. Nous sommes bien sûr chez nous à Tunis, cela va sans dire, mais les règles internationales interdisent aux sans-papiers de rembarquer le 31 mars, à la fin du FSM, dans une semaine ; ils ne disposent que de quatre jours : ce délai expiré, rien ne pourra plus être assuré, les autorités tunisiennes ne pouvant plus exercer aucun pouvoir sur l'armateur. Quatre jours, ça n'a pas de sens ! il sera impossible aux sans-papiers de participer au forum comme prévu... Et l'armateur d'annoncer qu'il ne pourra en aucun cas rembarquer les sans-papiers le 31 ! Le rembarquement doit se faire sur le même bateau qui les a amenés - et ce n'est pas au calendrier de celui-là - sous peine d'une forte amende par voyageur clandestin transporté.

Voyageur clandestin?... Ah, voilà ! voilà le dessous des cartes ! Car ce serait la procédure en cas d'entrée illégale suivie d'un refoulement. Nos quinze sans-papiers, tout sans-papiers qu'ils sont en Europe et en France, ne le sont pas en Tunisie. Ils ont payé leurs billets aller-retour sous leurs vrais noms, à Tunis ils ne sont pas des clandestins, ils ont chacun leur passeport d'origine qui en l'espèce ne nécessite pas un visa. La mauvaise foi de la police tunisienne apparaît flagrante, et la mise à contribution de l'armateur aussi : *Vous êtes chez vous, vous pouvez entrer en Tunisie, mais, pour le retour en Europe, ça ne peut se faire qu'avec un même et seul bateau, donc tout de suite !*

Est-il besoin de rechercher quelles pressions ont dû se passer en coulisse, avant l'entrée en scène de tels comédiens ? Confrontés à une situation à l'évidence tortueuse et piégée, notre choix a été de ne pas exposer les sans-papiers au risque d'une autorisation de quatre jours sans aucune garantie de retour. Certains camarades souhaitaient rester se battre sur place et obtenir gain de cause, mais nous avons décidé de rembarquer aussitôt sur le même bateau pour Gênes. Nous étions dans l'isolement au port de Tunis, délaissés totalement par les gens du FSM ; et la plupart des sans-papiers ont pensé que, dans la difficulté, encore une fois nous serions seuls à devoir régler le problème du retour, à la fin du forum.

Et puis, ce refoulement nous est vite apparu comme n'étant pas forcément une défaite. Peut-être était-ce même la démonstration la plus frappante que les sans-papiers, traités comme les derniers des hommes, sont vraiment les damnés de la terre d'aujourd'hui, indésirables pour tout le monde, insignifiants même pour une « société civile » à la poursuite d'un « autre monde possible ». Car enfin, depuis le mois de septembre les organisateurs « altermondialistes » du FSM savaient notre venue à Tunis. Mais ils n'ont pas préparé auprès des autorités tunisiennes l'accueil des sans-papiers, ils ne sont pas venus les accueillir, ils n'ont rien fait.

On était venus à Tunis dans un esprit de fraternité, pour manifester tous ensemble, et voilà les sans-papiers abandonnés à leur sort. Puisqu'il en était ainsi, il était clair pour nous qu'on repartait tous ensemble. On nous a dit, au retour, que c'était alors le démarrage du FSM, qu'il y avait une foule de problèmes à régler, qu'une mobilisation immédiate pour nous soutenir était impossible... Mais cela prouve d'autant plus l'impréparation inconcevable des organisateurs, qui ne se sont pas préoccupés un seul instant de nous.

Puis je crois qu'il y a d'autres considérations aussi qui doivent entrer en ligne de compte. Sûrement les autorités tunisiennes ne souhaitaient-elles pas que les sans-papiers venus de France montrent aux sans-papiers de Tunisie comment ils sont organisés, la façon dont ils luttent face aux autorités, elles ne souhaitaient pas que l'activisme dont nous faisons preuve débarque chez eux. Oublie-t-on qu'au même moment des militants algériens étaient bloqués aussi à la frontière tunisienne ? pour quelles raisons sinon semblables ? Mais notre rembarquement ne fut pas si immédiat que ça, au contraire. La comédie qui se jouait au port de Tunis s'avérait une piètre improvisation à partir d'un confus et mauvais canevas. En définitive les Tunisiens renvoient la balle à l'armateur, et celui-ci, en difficulté, finit par refuser de nous rembarquer, tant le flou juridique de la situation lui fait craindre de fortes amendes à l'arrivée en Italie pour transport de sans-papiers. La situation paraît bloquée : la Tunisie ne veut pas de nous, l'armateur non plus, et les autorités italiennes se taisent. Comme à l'ordinaire, face à une situation bloquée, c'est nous qui allons la débloquent : nous retournons à quai, montons sur la passerelle d'embarquement et l'occupons, décidés à y rester jusqu'à notre rembarquement. Le ferry ne peut pas partir.

L'armateur demande alors aux Tunisiens une décision écrite de refoulement, qui lui permettrait de transporter les sans-papiers à Gênes sous le statut officiel de clandestins et d'éviter les sanctions. Sous la pluie, avec la nuit qui tombe, l'attente est longue sur la passerelle : trois heures, quatre heures, je ne sais plus. Au bout de quelque temps, nous apprenons des policiers tunisiens qu'il n'y aura pas de refoulement, car, comment refouler du territoire des personnes qui n'y sont jamais entrées ? L'absence de tampon sur leurs passeports en témoigne : donc pas de sortie non plus. Et pourtant ils sont bien là, à quai, en zone dite internationale. Tout en attendant, nous prenons acte que la « neutralité » des États européens et de FRONTEX cède la place à l'arbitraire du *no man's land* de frontière. Nous savons qu'en général, pour des sans-papiers, la suite n'est alors qu'un autre et pire arbitraire : celui, concentrationnaire, des centres de rétention.

Mais voilà qu'en dernier ressort nous sauve la logique comptable de l'armateur. Car ses comptes sont vite faits : *Ces sans-papiers vont me coûter 2000 euros d'amende chacun, au retour en Italie, mais chaque minute de plus ici me coûte tant en gazoil, tant en salaires, tant en...* Alors il nous rembarque comme « clandestins » : c'est-à-dire, a-t-il précisé, à condition qu'il puisse remettre la caravane entre les mains de la police italienne à l'arrivée à Gênes. Et nous voilà repartis.

À bord, nous nous mettons aux messages : pour annoncer que le lendemain, après une traversée de 22 heures, on sera à Gênes ; qu'il faut envisager le scénario le pire : arrestation et internement, expulsion de nos camarades sans-papiers... À Paris, une manifestation a lieu tard le soir devant l'ambassade d'Italie ; à Tunis, le FALDI se mobilise de même ; la solidarité gagne également les passagers du bateau : un groupe important de Tunisiens déclarent qu'ils ne le quitteront pas tant qu'ils ne seront pas sûrs que nous puissions débarquer sans problème. À Gênes, un policier du port monte expliquer que les sans-papiers vont faire les formalités (empreintes digitales, photos et procès-verbal) et qu'après, tout le monde pourra partir. Les Tunisiens débarquent, soulagés.

Au commissariat de Gênes, on va y passer la nuit. On se déclare non pas 15, mais 23 sans-papiers. C'est notre règle : quand on est interpellés, confrontés aux fouilles, aux gardes à vue, on est tous des sans-papiers. La solidarité est efficace ; elle venait justement de l'être à Tunis même. Il y avait parmi nous un sans-papiers tunisien, la solidarité du groupe l'a fait échapper aux autorités tunisiennes qui voulaient le garder. Devant notre refus de repartir sans lui, il a pu revenir à Gênes, où, également, il a été traité comme tous les autres.

Nous sortons du commissariat à 4h du matin (et je leur dis chapeau ! si c'était en France, 23 sans-papiers, on nous aurait dispersés au loin dans plusieurs commissariats, jusqu'à Lille, jusqu'à Marseille...), chacun ayant sur soi son OQPI : obligation de quitter le territoire italien. Ce que nous faisons tout de suite. Pour Paris, tous ensemble, via Milan. Pendant le voyage, moult discussions entre nous : s'il fallait ou non qu'une délégation regagne Tunis. À l'arrivée à Paris, au petit matin du 27, tout le monde est d'accord : après une telle aventure, notre présence au forum est d'autant plus importante. Des soutiens individuels nous aident à rassembler l'argent des billets d'avion. Onze personnes (anciens sans-papiers et soutiens) seront présentes le lendemain matin aux tout premiers travaux de notre atelier « *Liberté de circulation et d'installation pour tous !* »

la Voix des sans-papiers aussi sur d'autres sites, dont mondialisme.org - rubrique [vagabondages](#)

Téléchargez, imprimez, diffusez
la Voix des sans-papiers

On va continuer la bagarre pour les papiers ! Inch'Allah

Interviews d'Abdoulaye Camara, mauritanien, et de Wahid Sdiri, tunisien, sans-papiers refoulés de Tunis. Ce dernier a été champion de Tunisie 2007-2008 de *kick-boxing*.

Camara. Je voulais participer à ce forum mondial comme tout citoyen du monde doit pouvoir le faire. Je voulais y participer pour dire que la liberté de circulation doit être reconnue mondialement : nous les sans-papiers de Paris ne cessons de le revendiquer depuis des années. Nous étions les mieux placés pour aller là-bas demander qu'une véritable lutte soit engagée pour la mise en vigueur de règles internationales conformes à ce principe fondamental des droits de l'homme...

L'interview se déroule au milieu d'autres sans-papiers : Moussa et Siby, tambourinaires, et un autre sans-papiers de la caravane pour Tunis interviennent. Il fallait aller parce que c'est la poursuite de la lutte pour les papiers en France : la liberté de circulation c'est primordial pour les sans-papiers, pour faire des aller-retour au pays lors d'événements importants tels que décès ou mariages, sans quoi les liens familiaux se perdent. C'est ce qui arrive avec les règles de régularisation en France, qui interdisent la sortie et retour sur le territoire. Le blocage à Tunis et l'interpellation à Gênes ? c'était normal, attendu. Il faut être prêts à repartir, car c'est en multipliant ces actions qu'on fera avancer la cause des sans-papiers.

Camara. On a traversé la Méditerranée dans les deux sens, c'est déjà une réussite. Une fois passée la frontière italienne vers Tunis, c'était gagné face à l'Europe. Ce qui m'a choqué, c'est la Tunisie, terre d'Afrique. Le fait qu'un pays africain n'assume pas sa responsabilité envers notre caravane africaine. Moi j'ai même demandé à notre porte-parole Sissoko d'envoyer une délégation à l'Union africaine pour protester. D'abord ce qui m'a choqué, c'est le FSM : avec plus de 50000 participants sur place ils devaient venir nous soutenir au port. Ensuite, parce que c'était une manifestation internationale : les Tunisiens devaient garantir notre arrivée et notre participation. Tous les citoyens du monde étaient invités à participer, pourquoi pas nous ? Nous ne sommes pas, nous aussi, des citoyens du monde ? et nous ne sommes pas des Africains ?

Le monde actuel est un monde capitaliste : c'est la complicité de nos chefs africains avec les autres chefs d'État, européens, américains, etc. Il nous faut, à nous les précaires de ce monde, poursuivre notre combat. Nous sans-papiers, c'est la lutte contre le capitalisme notre lutte ; elle s'insère dans la lutte mondiale des peuples contre le capitalisme. Moi, si nous avions participé au FSM, j'aurais lancé un appel aux jeunes africains : qu'ils prennent leurs vies en mains, qu'ils ne laissent plus nos chefs d'État dis-

poser de leurs vies au moyen d'un pouvoir personnel, qu'ils luttent pour la démocratisation réelle de l'Afrique : la fin de la corruption et de la pauvreté. C'est la condition pour faire avancer la liberté de circulation aussi chez nous.

Au retour de Tunis, de la Méditerranée, d'Italie, pendant plusieurs jours j'ai été mal. J'ai ressenti cela comme une honte : pour la Tunisie, pour l'Afrique, pour les Africains ! Nous on émigre pour des raisons vitales, sans les émigrés nos populations seraient encore plus misérables, et nos hommes d'États ne sont pas capables, même sur l'émigration, d'avoir une politique qui n'est pas la politique des autres ! Nos États ne sont pas souverains. Je ne vois pas d'autre issue que l'action des citoyens de base, les sans-papiers doivent y contribuer.

Les jeunes tunisiens ont commencé une lutte magnifique, ils ont lancé le printemps arabe. Je crois qu'il y a là une raison politique de notre refoulement : c'est un signe du gouvernement tunisien contre tous ceux qui luttent pour la révolution démocratique dans les pays arabes, en premier lieu en Tunisie. Puis il y a eu aussi un défaut de souveraineté, l'obéissance à des ordres reçus : en nous annonçant l'impossibilité de repartir à la fin du FSM, Tunis a appliqué la réglementation européenne et les instructions de FRONTEX : le soi-disant « droit international » arrangeait tous ceux qui ne voulaient pas se mouiller et en même temps se débarrasser de nous sans faire de vagues : nous mettre dans une situation sans issue pour nous faire porter la responsabilité de notre refoulement. La preuve en est que la Tunisie, prévenue, n'avait pas dit en amont du FSM que nous ne pourrions pas repartir, en raison des règles invoquées plus tard au port.

J'ajoute, pour les responsables du FSM : *liberté de circulation et d'installation* : quand nous la demandons, tout le monde est d'accord. Mais ils ne nous ont pas soutenus à Tunis ! C'est inacceptable. Surtout après tout le travail de préparation qu'on avait fait. La façon dont nous avons été traités, en tant que sans-papiers, relève du colonialisme et de l'esclavage, pire même. Ici en Europe, nous en avons l'habitude. On pouvait penser que ce serait différent à Tunis. Ça n'a pas été le cas. C'est le plus dur.

S'ils ne comprennent pas cela, comment ces altermondialistes peuvent-ils penser vraiment que leur « autre monde » sera différent ?

Wahid. Quand j'ai décidé de participer à la caravane, des copains m'ont dit attention, tu vas peut-être pouvoir entrer en Tunisie, mais pas en ressortir. J'ai compté sur la solidarité des soutiens pour régler les difficultés à venir. Même si je me suis éloigné de la Csp75 à la sortie de l'occupation de Baudelique, étant assez critique envers son fonctionnement, je n'ai pas eu de pro-

blèmes à me faire accepter dans la caravane. Mais je dois dire que je me suis trouvé dans quelque chose de pas très bien organisé. Entre les différents responsables, combien de sans-papiers, combien de soutiens ne savent pas s'y retrouver. Au port, à Tunis, j'ai entendu les policiers dire en arabe que c'était la première fois qu'ils voyaient des Français si mal organisés. J'écoutais et j'étais préoccupé. Car, en tant que tunisien, je jouais mon avenir.

J'ai entendu la police dire à un responsable du FALDI qui était au port que tout le monde allait rentrer à Paris, sauf le Tunisien. Et ce mec vient nous expliquer ça ! ce mec ne connaît pas la solidarité comme nous à la Csp75. Moi je lui ai dit que ce n'est pas lui qui décide, il me répond que la police dit ça et ce n'est pas mon problème. Si, c'est mon problème ! on est entrés 15 sans-papiers et on sortira 15 sans-papiers, ou alors tout le monde va rester, tous solidaires ! Lui il fait passer le message. Résultat : parmi les sans-papiers je suis le seul à avoir le tampon d'entrée et le tampon de sortie. Tous les autres n'auront ni l'un ni l'autre, ils ont été refoulés vers le bateau. Ils ne voulaient pas de sans-papiers, ça c'est sûr. Pourquoi seulement moi, Tunisien sans-papiers en France, le tampon d'entrée ? Or si j'ai eu aussi le tampon de sortie, c'est grâce à la solidarité de la caravane qui allait camper au port tant que je ne pourrais pas repartir avec eux.

J'avais dit à Sissoko : attention, faut pas tomber dans le jeu de la police, je suis tunisien, je connais leur système, j'ai été 23 ans sous le dictateur Ben Ali, ils vont chercher à déstabiliser le groupe. Je les entends dire qu'ils vont parler avec le commandant du bateau pour qu'on reparte aujourd'hui : on n'entre pas en Tunisie ! Pour moi, mon but c'est pas entrer, c'est les papiers en France, je suis venu avec la caravane pour cette lutte pour les papiers, je repars avec la caravane : faire passer le message ! Je questionne Sissoko : à la dernière réunion il a dit qu'il y avait des risques, pourquoi maintenant chercher des garanties avec la police des frontières ? il faut plutôt parler avec l'ambassadeur italien. Si on était entrés, on aurait fait une manif à l'ambassade d'Italie, on aurait pu avoir une négociation. Je suis sûr que si on était entrés tous, on allait aussi ressortir tous. Il ne fallait pas s'appuyer sur la police tunisienne.

La police elle a eu peur que le groupe entre. Elle voulait pas les manifestations. Pour eux, l'important c'était de cacher notre arrivée, que ça ne sorte pas du port au grand jour. Ils savent que si on sort, aussitôt on va manifester, et ça surtout pas. Déjà c'est tous les jours qu'il y a des manif en Tunisie, qu'il y a des grèves. Pas question que les médias tunisiens et mondiaux fassent état de la caravane des sans-papiers. Bon, les sans-papiers ne sont pas entrés, ce n'est pas grave. Je crois que le message est passé. On va continuer la bagarre pour les papiers ! Inch'Allah.

Le Sahara. Puis l'enfer au Maghreb

Nous avons interviewé Fabien Yene à la veille de son départ pour le FSM de Tunis (n. 10, 6 février 2013). Nous l'avons interviewé à nouveau à son retour. (Son blog : <http://atelier.rfi.fr/profiles/blog/list?user=2ey5cmrnv20be>. Une pétition à signer : <https://13212.lapetition.be>)

Il faut dire la vérité. Les Allemands, il a bien fallu qu'ils fassent leur examen de conscience sur le nazisme et le racisme pour évoluer. C'est cela même, les Maghrébins aussi ont à faire leur examen sur le racisme. J'ai assisté à Tunis à l'assemblée dite « de convergence ». Dans la continuité de la *Charte des migrants* du FSM de Dakar, il aurait fallu que la convergence soit mondiale, que l'assemblée soit mondiale. J'ai eu l'impression d'assister à une assemblée d'où les migrants subsahariens étaient exclus. Et pourtant ils sont bien là, ils existent.

On parle toujours de la migration Sud-Nord, pourquoi ne parlet-on pas, ou très peu, de la migration subsaharienne au Maghreb ? Dans cette assemblée et aussi à l'atelier sur la liberté de circulation et d'installation, les Subsahariens étaient exclus des délibérations, voire de la parole. Et pourtant (j'y ai participé) on a fait des choses pour eux au Maroc.

À Tunis, on était représentés par le Conseil des migrants subsahariens au Maroc. J'en ai été le secrétaire général de 2009 à 2011, nous travaillions surtout sur le droit des réfugiés. Quand il s'agit de participer au FSM de Dakar, le Haut commissariat aux réfugiés n'a pas accordé de titres de transport. J'ai donc été le seul à pouvoir participer : sans être réfugié, j'avais été régularisé au Maroc. On a été obligés d'aller chercher qui ? des étudiants subsahariens et des migrants non économiques, ayant fini leurs études. C'est ainsi qu'on a pu participer à la rédaction de la *Charte mondiale des migrants* à l'île de Gorée, l'île des esclaves au large de Dakar. Remarquez bien : l'île d'où partaient les navires négriers de la traite économique des êtres humains.

Il nous fut évident que beaucoup de travail était à faire. Avec un ancien étudiant sénégalais au Maroc, nous avons d'abord créé le CCSM (Collectif des communautés subsahariennes au Maroc), puis, en France, un autre CCSM (Collectif des communautés subsahariennes au Maghreb). C'est difficile au Maroc et au Maghreb : les associations capables de traiter les problèmes des migrants subsahariens n'y existent pas vraiment, tout est à faire. De France, il faut quelqu'un qui puisse se déplacer, capable de mobiliser, rassembler, fédérer, donner existence à notre collectif là-bas.

C'est donc très motivé que je suis parti au FSM de Tunis. Dans un forum mondial, il y a énormément de choses qui se passent, on parle avec plein de monde. Moi, je me disais : il faut que j'aille sur le terrain où sont les gens. J'ai vite vu que dans la tête des gens les Subsahariens migrent en Europe, en

Amérique, alors que je sais par expérience que les « piétons », ceux qui traversent le Sahara à pied et qui sont la majorité des migrants économiques d'Afrique noire, c'est au Maghreb qu'ils sont bloqués. Il y en a beaucoup qui y sont depuis dix ans, avec femmes et enfants, et toujours sans papiers. C'est cette situation-là qu'il faut faire connaître et débloquer.

J'étais allé pour le dire au FSM. Mais tu as dix minutes pour exprimer tout ce que tu as sur le cœur, tout est dit en raccourci, ce n'est pas le lieu de la discussion ni de la compréhension. Comment dire en si peu de temps l'enfer que vivent au Maghreb des milliers et des milliers de personnes, comment envisager ensemble les moyens pour les en sortir ? Je voulais surtout dénoncer ce fait : on ne peut pas commettre chez soi, contre les migrants subsahariens, des abus pires que ceux commis en Europe, on ne peut pas condamner ici ce qu'on fait là-bas régulièrement !... Il ne m'a pas été possible de le dire. Je pense maintenant plutôt à quelque chose comme un journal, que les gens peuvent lire, revenir dessus, réfléchir, se former leur position.

Il y a du racisme au Maghreb. Tant que les Maghrébins ne se seront pas regardés dans le miroir il y a du souci à se faire. J'ai été huit ans au Maroc, il n'y a pas eu un jour où je n'ai pas vu un acte de racisme. Je vivais à Rabat, car les associations, la préfecture, les ambassades sont là. J'en ai beaucoup trop vu !... Les migrants subsahariens sont une bonne rente. Donner de l'argent pour obtenir la moindre chose, c'est un énorme business... Notre association se bat d'abord pour un changement dans l'attitude de l'Europe, pour qu'un jour le Maroc s'accorde pour un traitement des migrants conforme à la Convention européenne des droits de l'homme. J'ai été menacé au Maroc pour m'être impliqué dans ce combat, pour avoir pris la parole pour la cause des migrants.

Pour Tunis, je suis d'accord avec Sissoko lorsqu'il dit que la Tunisie, les militants tunisiens, le FSM ont raté leur entrée dans l'histoire. Le forum ne devait-il pas être cet espace où les gens qui n'ont jamais la parole peuvent enfin la prendre ? À quoi, à qui sert le FSM, si ces personnes qu'on ne protège jamais, censées trouver là une protection, ne sont pas protégées du tout, sont au contraire mises en danger, comme c'est arrivé aux sans-papiers venus de France ? Même ensuite il n'y a eu aucune réaction, pas un moment de regret pour le refoulement de la caravane, alors que la lutte autour des migrations est une lutte primordiale contre la pauvreté dans le monde. Franchement, mon sentiment est que c'était un forum pour les Maghrébins : ceux-ci, préoccupés d'eux-mêmes, ont appelé les Européens pour leur montrer leurs soucis et ne leur faire voir que leur besoin d'aide.

À l'atelier sur la liberté de circulation, rien n'a été dit sur les migrations Sud-Sud, rien sur les subsahariennes, très peu sur

le Maroc. Il y avait dans la salle des Subsahariens immigrés en Tunisie, ils voulaient apporter leur témoignage, ils ont été intimidés ! Moi, quand j'ai pris la parole, des gens se sont précipités, ont voulu m'empêcher de parler des Subsahariens, disant que la migration ça concerne d'abord ici et l'Europe. J'ai répliqué : ici on est en Afrique, parlons d'abord des migrations interafricaines !... C'est ce que j'ai dit aussi à Sissoko : c'est très bien la lutte en France, mais il y a beaucoup de choses à faire également au Maghreb, ne serait-ce que parce que parmi les sans-papiers de vos collectifs, j'en suis convaincu, beaucoup passent par le Maghreb.

Cela dit, il y a en Tunisie des individus qui sont sensibles, conscients que les migrants subsahariens sont à organiser. Mais ça ne se fera pas sans de grosses difficultés. Dix pour cent de la population tunisienne est noire, et elle a commencé à faire des manifestations pour revendiquer ses droits. Pour ne dire que ça, il n'y a pas en Tunisie de peine contre les propos racistes, « sale noir » ça fait partie du langage courant. Le pays traverse un moment difficile, sa priorité c'est de relancer l'économie, en particulier le tourisme. L'Européen qui vient avec de l'argent peut entrer comme il veut, il sera bien servi, tandis que le Subsaharien est celui qui vient de la guerre et de la pauvreté ; lui, c'est l'Indésirable.

En résumé, je ne peux pas dire qu'il ne s'est rien passé au forum mondial, mais je peux dire qu'en ce qui concerne la liberté de circulation et les migrants subsahariens, on est passé à côté. Le problème vient de ce que nous on ne se borne pas aux déclamations ronflantes, on exige des faits, on dit des vérités qui ne plaisent pas ! Par contre, c'était le décalage entier entre ceux qui travaillent et ceux qui décident : à l'Assemblée mondiale des migrants, les « décideurs » nous ont dit ne pas savoir comment s'y prendre pour financer nos actions. Alors, à quoi bon ?

Cette assemblée a fait une déclaration finale pour réclamer qu'au prochain FSM tout le monde, y compris les sans-papiers, puisse être présent. Sissoko pense que ce sont des mots, qu'il faudra se battre comme aujourd'hui pour être présents réellement, si toutefois ça vaut encore la peine d'y aller. Je suis d'accord, mais je préfère être réaliste. Le réalisme, vu qu'il y a là un système qui, sans nous ou avec nous, va continuer d'exister, c'est : que peut-on faire, sinon y porter nos revendications pour qu'elles soient prises en compte ? Cette déclaration c'est de l'illusion, mais je suis contre la politique de la chaise vide. Notre ennemi est souvent parmi nous, il faut le contrer. Au-delà des forums (des discours convenus qui disent qu'on va intégrer tout le monde, sauf que c'est tout le monde sans tout le monde et avec des gens qui, sans nous, parlent contre nous), au-delà de tout ça, on connaît les personnes, on sait à qui on a à faire, ceux qui travaillent et qui militent sérieusement et les autres, salariés et autres béni-oui-oui... Là aussi c'est le terrain de notre combat.

Assez d'abus de pouvoir !

Bloqué, encerclé de cordons de CRS dès sa sortie du métro à Bastille, le 9^{ème} collectif parisien manifeste tous les samedis après-midi aussi près que possible de l'habitation du ministre de l'intérieur : il fait entendre sa voix vibrante d'indignation et sa protestation sonore contre la politique restrictive du droit des étrangers à la régularisation administrative. Depuis six mois, il est ainsi en butte aux intimidations de la répression et à l'arbitraire des interdictions du droit de manifester. Nous avons interviewé Bahija, militante du collectif.

La politique du gouvernement socialiste peut être légitimement définie comme un abus de pouvoir en maints domaines. On nous avait promis le changement. On constate aujourd'hui à quel point le changement est une continuité : continuité de la politique, aggravée, du gouvernement de droite. Le cas du ministre de l'intérieur est entre tous symptomatique.

Ce dernier avait promis la fin de la politique du chiffre, et en même temps il a déclaré qu'il n'y aura pas davantage de régularisations ni moins d'expulsions d'étrangers que sous la droite ! Début 2013, il a annoncé 36800 expulsions en 2012, soit plus de 11% par rapport à 2011 ; quant aux régularisations, depuis sa circulaire de fin 2012 elles se font de plus en plus rares. A Paris, les personnes avec dix ans de présence en France ont été systématiquement refoulées de la préfecture pendant des mois, alors qu'aux termes de la loi leur situation administrative devait être examinée ; depuis peu, le dépôt des dossiers est à nouveau possible, mais au compte-gouttes, dans des conditions à décourager les demandeurs, avec des délais extrêmement longs. Plus grave encore : le nombre d'étrangers malades expulsés a fortement grimpé ces derniers temps, beaucoup le sont avant avis (obligatoire) du médecin. Pour ne mentionner encore que ce fait connu de tout le monde, M. Valls a réussi l'exploit de tripler le nombre de camps de Roms démantelés sous la droite, une droite qui pourtant avait ouvertement fait le choix de la banalisation des idées xénophobes.

Quel que fût le gouvernement, le 9^{ème} collectif n'a jamais cessé sa dénonciation de la politique inique d'immigration ; il l'a poursuivie à l'arrivée de la gauche. La nouveauté est venue du ministère de l'intérieur : manifestations interdites, matraquages, violences, gardes à vue illégales de militants, propos policiers injurieux et racistes... Et pour finir, blocage de tous nos dossiers et de tout dialogue avec la préfecture.

Pour les manifestations, depuis février nous les déclarons scrupuleusement en bonne et due forme, avec parcours et objet. Rien n'y fait : on cherche à nous intimider, on veut nous empêcher l'exercice du droit de manifester, qui, rappelons-le, est un droit constitutionnel et ne peut être limité que pour d'exceptionnels motifs d'ordre public.

Les trois premières fois, nous avons manifesté aux abords de la rue Keller où habite le ministre, pour demander l'abrogation de sa circulaire et une politique d'immigration conforme aux droits fondamentaux. L'imposant dispositif policier ne nous a pas empêchés de défiler de Bastille au métro Voltaire. Notre entêtement n'a manifestement pas plu au ministre, et la quatrième fois nous voilà bloqués à moins d'une encablure de la Bastille (angle rue de la Roquette et rue de Lappe) par énormément de policiers quadrillant le quartier, interdisant ses rues.

À la cinquième manifestation (je crois le 13 avril), nous doutant que le comité d'accueil ne serait pas moins nombreux ni mieux

intentionné, nous avons fait venir un huissier de justice. Et nous avons bien fait, malgré les 400 euros que cela nous a coûté : il a constaté les coups des gardes mobiles portés contre nous dès le début de la rue de la Roquette. Nous avons été brutalisés et repoussés sur la Bastille, où nous avons manifesté trois heures durant complètement encerclés, les gendarmes empêchant toute personne de sortir ou de rentrer dans l'encercllement. Cela s'est répété les fois suivantes : alors nous avons opté pour le silence parlant. Assis par terre, enchaînés avec une longue et grosse chaîne, la bouche bâillonnée avec un sparadrap voyant, encerclés de cordons de policiers... la scène choquait beaucoup les passants, elle n'a pas été du goût du ministre. La fois d'après, 18 mai, nous avons été enlevés, la plupart, amenés balader dans des camionnettes pendant une heure et demie, enfin ramenés à la Bastille, sans même un contrôle d'identité, à seule fin de nous intimider, affaiblir notre détermination à manifester.

Mais il faut que j'abrège, j'en arrive à l'interdiction de manifester. C'est arrivé une première fois le 15 juin : manif déjà commencée, et la Bastille toute de bleu marine vêtue, noyée sous un déploiement d'uniformes de police (franchement, je n'ai jamais rien vu de pareil !); et, pour toute motivation : *trouble à l'ordre public*. Nous, les auteurs de troubles ? Une telle motivation est si loin de la vérité, qu'une pétition des commerçants circulait déjà justement pour protester contre le désordre provoqué dans le quartier par les forces de l'ordre « *face à un nombre modeste de manifestants sans-papiers inoffensifs* » !

Nous nous sommes dispersés pacifiquement, mais sept militants dont moi ont été interpellés illégalement, placés en garde à vue pendant neuf heures au commissariat du 20^e ; un rappel à la loi pour trois ans, pour toutes infractions, nous a été notifié. Depuis quinze ans que je milite de manière tout à fait pacifique pour défendre des droits fondamentaux, j'en suis profondément choquée, je ne crois pas mériter un tel traitement. Même pas sous le gouvernement de droite, même pas sous Sarkozy, qui ont tant réprimé les militants, je n'ai été confrontée à un procédé si révoltant. Et voilà que je le subis sous la gauche !

La semaine après, rebelote : notre manif est totalement interdite par le préfet dès la veille. Nous avons saisi le tribunal administratif à l'aide d'un avocat militant, la décision du référé est tombée le samedi à 15h15 [voir encadré]. Alors nous sommes descendus à la Bastille en étalant la décision face aux policiers qui n'en revenaient pas, et nous avons manifesté... toujours encerclés de près !

Je voudrais dire mon sentiment, pour conclure. Les sans-papiers, hommes et femmes traités comme des esclaves, voire pire que des esclaves, et qui sont toujours dans une situation d'extrême vulnérabilité légale et matérielle, ont prouvé, avec cette décision de justice, combien leur ténacité les rend capables de défendre valablement des droits fondamentaux qui ne leur sont pas spécifiques, mais qui touchent toute personne humaine, y compris les citoyens français.

NB. Une pétition pour faire cesser l'abus de pouvoir ministériel et le blocage des dossiers du collectif est disponible sur le site www.9emecollectif.net.

« Le Préfet de Police doit être regardé comme ayant porté, dans les circonstances de l'espèce, une atteinte grave et manifestement illégale au droit de manifestation ». Le juge a en conséquence « enjoint au Préfet de Police de garantir » au 9^{ème} collectif des sans-papiers « l'exercice de leur liberté de manifester ». (Référé du TA de Paris, 22 juin 2013)

Nice, « LE 28 ». Une nouvelle structure des denrées, 15% du prix magasin – mais je d'accueil a vu tout récemment le jour à le vois en donner gracieusement à des fem- Nice, au 28 rue Dabray. A son origine, mes avec enfants) : « Nous sommes au cœur d'un quartier très populaire et cosmopolite. Le local sera destiné à l'accueil des migrants, sans-papiers, demandeurs et déboutés d'asile, mallogés et sans logement. La situation de toutes ces personnes s'est beaucoup détériorée depuis notre entretien d'il y a un an. Auparavant, il y avait une certaine tolé- rance : maintenant, tolérance zéro, c'est "le droit" qui s'applique. De plus en plus de gens de l'Est et d'Africains viennent demander de l'aide pour des problèmes de vie et de logement. Sur Nice et tout le département on ne compte plus les occupations spontanées de logements vides ou abandonnés. Les Roms, entre 200 et 300 personnes recensées, se font expulser d'un endroit pour aller en occuper un autre, et ainsi de suite. C'est d'ailleurs pareil pour tout le monde. »

L'État de non-droit et ses supporteurs

On est esclave et non pas libre, et un esclave de l'État, monarchique ou socialiste, est un esclave.
(F. D. Nieuwenhuis, *Le Socialisme en danger*, 1897)

« *Couronnes-Belleville : grand coup de balai policier, fini le marché du ramadan !* » Avec ce titre le texte qui suit a paru le 21 juillet sur le site *Le quotidien des sans-papiers*. Il est reproduit ici tel quel puisqu'il revêt malgré lui un intérêt particulier et typique. L'appel du témoin à manifester est resté inécouté de toute la gauche ; non seulement, mais un administrateur du site a mérité l'honneur de l'invective pour avoir publié ces insupportables « niaiseries de curé ». À l'évidence, la question n'était plus l'agression par l'État policier, mais la croyance religieuse des agressés.

Notre numéro 7 (6 février 2012) portait le titre « *Paris-Couronnes : L'État de non-droit* ». Si les lecteurs ont pensé que les fidèles de ce « *dieu terrestre* » bien réel qu'est l'État selon Hobbes ne se trouvent qu'à droite, à l'extrême droite et dans les rangs du socialisme d'État officiel, ils se trompaient. On les trouve également à la gauche extrême. Ces « *bouffeurs de curé* » de chez nous ont la vieille passion catho de l'État laïque raciste réprimant la liberté de culte des autres. La source de leur laïcisme épurateur s'en trouve-t-elle renversée ? n'importe. Ces supporteurs de l'État-dieu n'ont que faire de la lutte séculaire de la libre pensée émancipatrice (à l'égard du pouvoir aussi bien temporel que spirituel) ni de sa base inséparable : tolérance religieuse et liberté du culte.

Depuis mercredi 17 juillet, au métro Couronnes, dans le haut de la rue Timbaud, sur le boulevard de Belleville jusqu'à la rue de la Fontaine-au-Roi, vous croiriez être à n'importe quelle période de l'année : plus aucun signe n'est visible du grand marché populaire du ramadan parisien, qui réunissait dans ces lieux, depuis des décennies, toute une foule de vendeurs et acheteurs de produits alimentaires faits maison, tout au long des jours de ce neuvième mois du calendrier musulman. Que s'est-il passé ?

Les faits (témoignages directs). *Du mercredi 10 (début du ramadan) au 14 juillet*. Présence de groupes de policiers (au milieu d'une foule nombreuse et bien tranquille), se livrant à des harcèlements des présents, notamment en faisant déplacer les étalages des vendeurs pour entrave à la circulation des passants et des véhicules.

Lundi 15. Présence policière redoublée à partir de midi. La nourriture en vente est confisquée à plusieurs reprises, les étalages aussi : les planches sont confisquées et détruites, ou jetées de côté dans l'attente des camions des éboueurs. Une dispute éclate vers 14h30 entre un vendeur qui veut récupérer sa planche et un policier : un mouvement de foule s'amorce. La riposte de la police est immédiate et choquante : poursuites et charges en tenue anti-émeute : matraques, boucliers, chiens de combat, flash-balls en grand nombre, pointant la foule à hauteur des visages... Cela va durer tout l'après-midi jusqu'à 20h passées, dans une grande confusion et au milieu d'une foule qui ne semble pas intimidée : faisant face, avec jets de cannettes et d'autres projectiles légers... Des arrestations sont opérées. Au moins un tir de flash-ball se fait entendre. Un des arrêtés est emporté le visage sanguinolant : matraquage, ou bien ce coup de flash-ball entendu ?...

Mardi 16. Police nombreuse et en tenue anti-émeute. Sans être vidé, le marché est réduit d'une bonne moitié. Des vendeurs se tiennent alentour sans oser s'installer : la répression sévit envers les étalages de ceux qui ont osé.

Depuis mercredi 17 et jusqu'à aujourd'hui dimanche 21 y compris. Police toujours nombreuse (on a pu compter jusqu'à une quarantaine de policiers présents), mais apparemment moins visible. Plus de vendeurs « irréguliers » : ne subsistent plus que quelques étalages de magasins attirés, et encore, certains y passent aussi.

Commentaire (d'un témoin direct). La répression me semble cette fois viser plus haut que les sans-papiers ou autres « irréguliers ». Son résultat du moins, il me paraît s'inscrire dans un climat anti-musulman culturel : pendant un mois ce lieu parisien, depuis que j'y habite, avait un côté festif populaire très prononcé. Voilà ce côté disparu bel et bien avec le marché du ramadan, son animation festive et ses gens multicolores. Qu'est-ce qu'on attend pour appeler à une grande manifestation populaire ?

Conclusion. Y en a marre ! La police hors de Belleville !

De l'esclavagisme contemporain

Traites atlantiques des Noirs (des « nègres », selon le mot de l'époque, où nègre signifiait esclave noir¹) : déguisées en mission civilisatrice de la chrétienté. Colonialismes européens se partageant tout un continent : déguisés en antiesclavagisme civilisateur (abolitionniste de l'esclavage endémique africain). Néocolonialismes taillant à l'Afrique les habits neufs du roi (du roi nu de la fable vêtu d'un éblouissant costume inexistant) : déguisés en civilisation institutionnelle d'État postcolonial (national moderne et prédateur, à l'européenne). Nouvelles traites négrières en cours : déguisées en vague migratoire, en invasion de nouveaux barbares en quête de civilisation dans les pays développés et modernes. C'est l'histoire en raccourci, la chaîne ininterrompue des changements et travestissements de cinq siècles d'expansion du mode d'accumulation capitaliste occidental en premier lieu par le pillage systématique des peuples d'Afrique : de l'Afrique sous-développée, « arriérée », asservie, saignée, spoliée de ses forces de travail vives.

S'agissant de l'esclavagisme ancien et moderne, d'Occident et d'ailleurs, il devrait être aujourd'hui superflu de rappeler combien il est stérile (combien c'est ne vouloir rien comprendre à l'histoire et au présent des sociétés contemporaines), que de mettre en avant et s'arrêter aux rapports juridiques et idéologiques ; combien c'est comparer l'incomparable, que de mettre en parallèle des systèmes culturels et juridiques essentiellement différents, par la base de leur vie sociale. Il est vrai que l'histoire de l'esclavage notamment moderne a été un tabou tenace de l'historiographie européenne uniquement préoccupée de l'idée du progrès endogène du monde occidental. Il est vrai que même chez les opposants et critiques, ô combien rares ceux qui n'étaient pas que des idéologues ! Et pourtant, depuis trois quarts de siècle au moins, depuis l'élan de la décolonisation des esprits, aussi partielle que la décolonisation des anciennes colonies d'Afrique mais tout aussi prometteuse d'espoir d'avenir, une nouvelle historiographie de l'esclavage moderne s'est fait jour, notamment à partir des universités anglo-saxonnes et d'Amérique s'ouvrant à une génération montante d'étudiants noirs, rejetons d'anciens esclaves. L'impulsion nouvelle donnée aux recherches dans un domaine de l'histoire jusque-là délaissé a été fortement productive : non seulement ont été bouleversés l'approche et le discours des historiens sur l'esclavage sudiste aux États-Unis, mais encore (pour nous en tenir à notre sujet) l'a été la vision d'ensemble du procès d'accumulation primitive du capital en Occident : vision nouvelle du rôle primordial du tra-

¹ Avant de signifier esclave tout court. Ainsi dans notre éditio.

L'esclavage direct est le pivot de l'industrie bourgeoise aussi bien que les machines, le crédit, etc... C'est l'esclavage qui a donné leur valeur aux colonies, ce sont les colonies qui ont créé le commerce de l'univers, c'est le commerce de l'univers qui est la condition de la grande industrie. [Il s'agit ici des colonies européennes d'Amérique, d'avant le colonialisme de la seconde moitié du XIX^e siècle, notamment en Afrique ; et l'esclavage est ici la traite atlantique des Noirs, leur travail esclave, source première de l'accumulation primitive du capital en Occident, donc de son essor industriel.] Ainsi l'esclavage est une catégorie économique de la plus haute importance... Faites disparaître l'esclavage, et vous aurez effacé l'Amérique de la carte des peuples. Aussi l'esclavage, parce qu'il est une catégorie économique, a toujours été dans les institutions des peuples. Les peuples modernes n'ont su que déguiser l'esclavage dans leur propre pays, ils l'ont imposé sans déguisement au nouveau monde. (Karl Marx, 1847)

vail des esclaves noirs (aussi bien dans les plantations que dans les villes) et de sa position au cœur de la demande du « commerce triangulaire » entre Europe, Afrique et Amérique.

Parmi les mérites de cette historiographie nouvelle, l'accent mis sur la portée explicative et heuristique (de recherche et de découverte) de la théorie de l'esclavage en tant que catégorie économique inhérente au mode de production, et sous-jacente aux idées préconçues des uns et des autres. C'est une évidence du dépouillement des documents le fait que les pratiques et les idées racistes, loin d'être la source, ont été le produit des rapports sociaux modernes d'esclavage. Dans les premiers temps des relations des Européens avec les populations de la côte occidentale de l'Afrique et durant tout le XV^e siècle, on ne rencontre pas de marques de racisme anti-Noirs. Les relations commencent à dégénérer au XVI^e siècle après la découverte du continent américain, au fur et à mesure que la culture de la canne à sucre s'y répand et demande de plus en plus de main d'œuvre esclave dans les plantations, jusqu'à devenir cette immense tragédie de la déportation raciale de tout un continent, tragédie inégalée dans l'histoire de l'humanité, génocides du XX^e siècle mis à part. Le point là-dessus a été fait, dès 1961, par *Black Mother*, le livre bien connu de Basil Davidson.

D'autant plus surprenante, énorme apparaît alors la déclaration de l'« Assemblée de convergence » [voir p.5] du FSM de Tunis, intitulée « Pour en finir avec le racisme, la xénophobie et les discriminations qui sont les bases du colonialisme », et consacrée aux « réparations relatives à la colonisation et à l'esclavage ». Le rapport historique de cause à effet est ici diamétralement inversé : les acquis mentionnés de l'historiographie sur l'esclavage moderne sont purement et simplement biffés ; d'un trait de crayon souverain, on revient en arrière de deux siècles, aux idées de l'abolitionnisme d'autrefois (sous son signe, rédisons-le, fut plantée en Afrique la bannière civilisatrice de l'expansion du colonialisme européen au XIX^e siècle).

Difficile de croire qu'il n'y a là qu'ignorance ou méprise. Venons à la situation des sans-papiers dans le monde actuel. Dans la citation de Marx en encadré [p.7], plus encore que le point « esclavage = catégorie économique » (acquis général des travaux des historiens contemporains), est à retenir celui de son déguisement. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de l'histoire du capitalisme mondial depuis que Marx écrivait (1847), et le politiquement et socialement correct aussi a pas mal changé, l'imposition de l'esclavage direct par les peuples modernes d'Occident n'est plus de mise de nos jours, ni dans le vieux ni dans le nouveau monde. Il ne reste plus, par la force des choses, que l'esclavage économique indirect, le camouflage. Du coup, l'entreprise de déguisement de la réalité prend des proportions inconnues auparavant, d'autant plus vastes que sont vastes les pratiques sociales réelles. Restons en France, où l'entreprise de mise en place d'œillères collectives présente une dimension accentuée de dirigisme étatique. Toute une partie de l'arsenal législatif vise à créer artificiellement les conditions de normalité de l'esclavage consenti et « volontaire », « libre » : il y a création d'un droit positif à l'esclavagisme informel. Même s'attaquer à l'esclavage extraordinaire (loi sur la « réduction en esclavage » domestique, diffi-

cile à découvrir et à établir) finit par faire écran à l'esclavagisme ordinaire des rapports sociaux qui s'étale librement sous les yeux aveuglés de tout le monde. Un parallèle précis peut être établi (on pourra y revenir dans un prochain numéro) entre la situation d'un sans-papiers et les normes de vie (interdits et discriminations) auxquelles est soumis l'esclave dans une société à économie esclavagiste directe : ces règles sont, dans la France d'aujourd'hui, une production législative ou réglementaire. (Citons, puisque c'est l'actualité, la toute dernière proposition de loi visant à interdire le mariage des sans-papiers sur le sol français.)

Nier aux sans-papiers (ainsi que le font des intellectuels à « peau noire et masques blancs ») la condition d'esclaves modernes du capitalisme européen et occidental ; nier du coup la conscience immédiate qu'ils ont de leur place dans la société ; demander, par des armes idéologiques, émoussées et inoffensives, des réparations pour la colonisation et l'esclavage d'autrefois ; mais se refuser à la lutte vive antiesclavagiste d'aujourd'hui, au combat des esclaves existants et vivants ; qu'est-ce sinon participer de près ou de loin à la vaste œuvre institutionnelle de déguisement du système esclavagiste, saignant les forces vives des peuples démunis de ce monde ?

Tous ceux qui comme moi travaillent et sont payés en espèces, cela nous pousse à faire de fausses cartes pour pouvoir faire de vraies déclarations. Ce système d'esclavage moderne, je parle du travail au noir, c'est la jungle. Les patrons ici c'est compliqué, quand ils voient que tu es un mec sans papiers, tu ne peux pas négocier avec. Il y a des femmes agressées par leur patron... Moi je travaille partout, dans le bâtiment, carrelage, peinture, eh bien je connais des patrons qui t'emploient soi-disant pour une journée de 8 à 17h. Et puis il vient avec un camion à 17h pour que tu le décharges, 2 ou 3 heures de boulot en plus non payées. Si tu dis non, tu ramasses tes affaires et tu rentres chez toi. C'est ça l'esclave moderne. Pareil tu as la pause de midi à 13. Il vient à midi 20, il te dit : dépêche, tu vas descendre le matériel. Paris capitale, Paris nettoyé, je sais ce que ça veut dire, travail non déclaré, tout le monde au noir !... Moi je paie mes impôts, j'ai mon carnet de chèques, ma carte bleue, et je n'ai pas de papiers ! En Tunisie, mon pays, il y a 45 000 Français, ils sortent et entrent comme ils veulent. Ici, soit tu travailles, soit tu sors. C'est ça l'esclavage moderne... Des Maghrébins comme nous, on est dans la merde alors que nos grands-pères, mon grand-père, ont fait ici la guerre pour la France. Pendant la guerre les Français se réfugiaient dans les bouches de métro, et nous les Africains on était devant.

(Wahid, sans-papiers tunisien en France depuis 5 ans)

Coalition Internationale des Sans-papiers et Migrants (CISPM)

20 mai - 27 juin 2014

MARCHE EUROPÉENNE POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION

au départ du Parlement de Strasbourg, en direction de Schengen et du Conseil de l'Union européenne en session en juin à Luxembourg, puis des instances européennes de Bruxelles, notamment la Commission européenne

Les migrants sont aujourd'hui en Europe un grand réservoir de main d'œuvre captive, des esclaves à vil prix sur le marché du travail ; leur situation est instrumentalisée à des fins électoralistes aussi bien par les partis de droite que de gauche ; leurs droits fondamentaux sont niés en raison de leur origine géographique, de leur couleur de peau, de leur religion ; par dizaines de milliers ils disparaissent dans le Sahara, en Méditerranée, tout autour de l'espace Schengen, de l'Europe forteresse protégée par des dispositifs tels que Frontex et Eurusur, instruments de politiques migratoires xénophobes et racistes, proches de celles des fascismes et des extrêmes droites du 20^e siècle

Les migrants, hommes femmes enfants, sont des êtres humains ! Criminels sont les États qui ne respectent pas leurs droits !

Application immédiate et réelle, dans les droits d'immigration et d'asile, de la Convention européenne des droits de l'homme !